

ANNEXE III

APPRECIATION DE LA DEMANDE D'EXERCICE D'UNE ACTIVITE PRIVEE
(article 25 octies de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée et décret n°2017-105 du 27 janvier 2017)

I. Application de l'article 432-13 du code pénal :

Le demandeur a-t-il été chargé, au cours des trois années précédant le début de son activité privée, en raison de ses fonctions :

- de la surveillance ou du contrôle de l'entreprise ou de l'organisme dans lequel il souhaite travailler

<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

- de la conclusion de contrats ou de la formulation d'un avis sur de tels contrats

<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

- de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme ou de formuler un avis sur de telles décisions

<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

II. Application du 4^{ème} alinéa du III de l'article 25 octies de la loi du 13 juillet 1983 :

L'activité envisagée par l'intéressé vous semble-t-elle de nature :

- à compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service ?

<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> C'EST POSSIBLE

- à compromettre ou mettre en cause l'indépendance ou la neutralité du service ?

<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> C'EST POSSIBLE

- à méconnaître un principe déontologique mentionné à l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 (dignité, impartialité, intégrité, probité ...) ?

<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> C'EST POSSIBLE

III. Observations particulières (notamment pour justifier l'appréciation "c'est possible")

Fait à....., le

Signature et cachet de l'autorité
dont relève l'agent :